ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 14 mars 1991, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse", a donné le 22 avril 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 maart 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming", heeft op 22 april 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

La loi en projet a pour objet notamment "de cor-riger un certain nombre d'imperfections techniques du cha-pitre V de la loi du 19 janvier 1990 (abaissant l'âge de la majorité)".

Certaines dispositions de la loi en projet ten- dent, notamment, à permettre au tribunal de la jeunesse de prendre des mesures à l'égard de majeurs. Il connaîtrait des réquisi-tions du ministère public à l'égard de personnes majeures poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans (article 1er modifiant l'article 36, 4E, de la loi du 8 avril 1965) et statuant sur ces réquisitions, il pourrait, soit se dessaisir au profit des juridictions pénales (article 5 modifiant l'article 38), soit infliger une réprimande (article 3, 6E, modifiant l'article 37 de la loi précitée du 8 avril 1965) ou, encore, ordonner des mesures provisoires de garde même après l'âge de dix-huit ans, celles-ci ne pouvant pas se prolonger au-delà de vingt-ans (article 13 complétant l'article 52 de la loi précitée du 8 avril 1965). Le tribunal de la jeunesse pourrait également, dans certaines conditions, proroger les mesures prises à l'égard de mineurs jusqu'à l'âge de vingt ans maximum (article 4 remplaçant l'article 37bis, §§ 1er et 2), les rapporter ou les modifier en tout temps, la modification ne pouvant avoir lieu qu'avec l'accord explicite de l'intéressé (article 4 remplaçant l'article 37bis, § 4).

Conformément à la décision du comité de concertation Gouvernement-Exécutifs du 4 décembre 1990, la loi en projet a été soumise à l'examen d'une conférence interministérielle.

Au cours de cette conférence interministérielle, les représentants des Exécutifs des Communautés française et flamande ont fait valoir que plusieurs dispositions de la loi en projet excédaient la compétence du législateur national en ce que celui-ci prendrait des mesures envers des personnes majeures. Le représentant du Gouvernement a défendu la thèse suivant laquelle le législateur national est compétent pour prendre des mesures à l'égard de majeurs lorsque ceux-ci ont commis une infraction avant l'âge de dix-huit ans, mais n'encourent une mesure prononcée par le juge de la jeunesse que lorsqu'ils ont atteint l'âge de la majorité. Le représentant du Gouvernement a également rappelé que le différend opposant le Gouvernement aux Exécutifs fait l'objet d'un recours auprès de la Cour d'arbitrage.

En effet, l'Exécutif flamand a introduit le 26 juillet 1990, devant la Cour d'arbitrage, un recours en annulation de l'article 45 de la loi du 19 janvier 1990, abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile en prenant un moyen fondé sur la violation de l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution et de l'article 5, § 1er, II, 6E, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, remplacé par l'article 2 de la loi spéciale du 8 août 1988, en ce que la disposition attaquée ne rencontre pas l'une des conditions à laquelle l'article 5, § 1er, II, 6E, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles subordonne la compétence réservée de l'autorité nationale, à savoir qu'il

doit s'agir de mesures à l'égard de mineurs alors que, suivant la disposition attaquée,

> "§ 2. Si le mineur a commis un fait qualifié crime ou délit et qu'il est âgé de dix-sept ans, le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il prend l'une des mesures prévues à l'article 37, alinéa 2, 2E, 3E ou 4E, décider que la cause lui sera de nouveau soumise dans les trois mois qui précèdent la majorité en vue du maintien ou de l'application de l'une de ces mesures pour une terme qui ne pourra dépasser le jour où l'intéressé atteint l'âge de vingt ans".

Il en résulte donc bien que la Cour d'arbitrage est actuellement saisie, à la requête de la Communauté flamande, de la question de savoir si le législateur national est ou non compétent pour prévoir l'application à des personnes majeures de mesures de protection de la jeunesse.

La mission de la section de législation du Conseil d'Etat est, notamment, de prévenir les conflits de compétence en faisant, à cet effet, les observations adéquates.

Toutefois, en l'espèce, puisque le conflit de compétences que soulèvent plusieurs dispositions de la loi en projet, est soumis à l'appréciation de la Cour d'arbitrage, l'avis de la section de législation reviendrait, non à prévenir un conflit de compétence, mais à prendre position sur un litige porté devant la haute juridiction compétente pour le trancher.

Le Conseil d'Etat, section de législation, estime, en conséquence, devoir s'abstenir de donner un avis sur les

dispositions de la loi en projet à propos desquels existe un conflit de compétences dont la Cour d'arbitrage est saisie.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si, pour éviter d'éventuels nouveaux recours en annulation, il ne conviendrait pas d'attendre l'arrêt de la Cour d'arbitrage sur le recours précité avant de soumettre les dispositions litigieuses de la loi en projet à l'approbation des Chambres législatives.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Arrêté de présentation.

Il manque et doit être rédigé selon la formule usuelle.

Dispositif.

Dans le titre Ier, comme dans l'ensemble du projet, on écrira dans le texte français "Titre Ier", "article 1er", § 1er".

Article 1er.

Il n'est pas d'usage d'indiquer dans une phrase liminaire l'intitulé complet d'une loi modificative. Il y a donc lieu d'omettre les mots "abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile".

Le texte néerlandais de la disposition sous 4E, in fine, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. L'article 37 a été partiellement abrogé par le décret du Conseil flamand du 28 mars 1990, "sauf à l'égard des mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié d'infraction" (article 22, 3E, du décret).

Il y a donc lieu d'ajouter dans la phrase liminaire, après les mots "de la même loi", les mots "partiellement abrogé par le décret du Conseil flamand du 28 mars 1990".

1E.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4E.

1. La mesure de placement d'un mineur délinquant dans un établissement fermé tend non seulement à garantir l'ordre oublic (1), ce qui n'est pas de la mission des Communautés, mais constitue en outre une privation de liberté. Pour ces deux raisons, il appartient au tribunal de la jeunesse de prendre une telle mesure. Le caractère fermé de l'établissement dans lequel le juge ordonne le placement constitue un élément essentiel de sa décision et n'en est donc pas une simple modalité d'exécution. Il s'en déduit que le passage d'un régime fermé à un régime ouvert ou semi-ouvert, ou inversement, est une mesure à prendre par le tribunal de la jeunesse et non par l'autorité chargée d'exécuter la décision prise.

(1)Voir les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1988, rapport ANTOINE-UITTENDAELE, Doc. parl., Chambre, session 1988, 516, nE 6, p. 110 (réponse du ministre des Réformes institutionnelles); rapport CEREXHE-ERDMAN, Doc. parl., Sénat, session 1988, 405, nE 2, p. 50.

Se trouve ainsi mis en évidence un problème résultant de la répartition des compétences en matière de protection de la jeunesse : l'organisation des établissements relève de la compétence des Communautés, et l'autorité nationale n'a aucun pouvoir d'injonction ou de contrôle à leur égard. Si une des Communautés n'organise pas des établissements réellement fermés (2), le juge de la jeunesse n'aura d'autre recours que d'utiliser l'article 53 de la loi de 1965 et de se dessaisir. Le risque existe de faire de nouveau envisager la protection de la jeunesse à l'égard des mineurs délinquants comme une matière pénale.

2. L'accès aux établissements fermés en Communauté française est réglé par les articles 16 à 19 du décret du 22 février 1991 relatif à l'aide de la jeunesse. L'article 19 limite l'accès aux établissements fermés "au

---

(2)Voyez le commentaire de l'article 3

"... peut être difficilement considéré comme un établissement fermé, un établissement connaissant un nombre élevé de "fugues"".

jeune âgé de plus de 14 ans poursuivi pour un fait qualifié crime ou délit et placé en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément tel placement" (3).

Il existe donc une opposition entre le décret précité de la Communauté française et la loi en projet qui permet le placement en milieu fermé d'un mineur à partir de l'âge de 12 ans s'il a commis un fait qualifié infraction.

Il appartient au Gouvernement de prendre les mesures requises pour faire cesser une telle contradiction.

---

(3)L'article 23, § 1er, 12E, du texte coordonné par l'arrêté du 4 avril 1990 portant coordination des décrets relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse limite aussi l'accès aux établissements fermés aux mineurs d'au moins 14 ans, mais uniquement en ce qui concerne les mineurs en danger.

5E.

Quant aux mesures visées au 5E qui s'appliqueraient à l'intéressé au-delà de l'âge de 18 ans, il y a lieu de se référer à l'observation générale.

6E.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale.

Article 4.

Dans la phrase liminaire, les mots "abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile" doivent être omis.

Paragraphe 4, alinéa 1er.

Dans la version française du projet, la modification ou le retrait des mesures prises en vertu de l'article 37bis peuvent être demandés notamment à la "requête des père et mère". Cette obligation d'une requête conjointe n'est pas requise dans la version néerlandaise ("op verzoek van de vader, de moeder, de voogden of de personen ..."). L'exigence d'une requête conjointe des père et mère ne paraît pas justifiée et posera problème dans les cas de désaccord entre parents (séparation, divorce, etc.). Il serait donc préférable d'aligner la version française sur la version néerlandaise et d'écrire en français :

"... à la requête du père, de la mère, des tuteurs ou des personnes qui ont la garde du mineur ...".

Alinéa 2.

La modification de la mesure ne pourrait être ordonnée que de l'accord explicite de l'intéressé. Selon l'auteur du projet, cet accord "est exigé afin d'éviter que, suite à la modification de la mesure, il ne se trouve dans une situation moins favorable".

Le recours de la Communauté flamande devant la Cour d'arbitrage, en tant qu'il est dirigé contre l'actuel article 37bis, § 1er, porte précisément sur ce point. Il y a lieu de se référer à l'observation générale.

Article 5.

Quant aux deux premiers alinéas de l'article en projet, il y a lieu de se référer à l'observation générale. L'alinéa 3 n'appelle aucune observation particulière.

Article 6.

A l'alinéa 3 nouveau de l'article 44 en projet, il vaut mieux écrire "aux premier et deuxième alinéas" plutôt qu'"aux alinéas précédents".

Au 2E, mieux vaut écrire : "dans l'alinéa 2 dont le texte actuel formera l'alinéa 4, au 1E, les mots ... (la suite comme au projet)".

Article 7.

Au lieu de subdiviser l'article en trois paragraphes, il serait plus simple de procéder comme suit :

"Art. 7. Dans l'article 45 de la même loi, modifié par l'article 5, A, 5, de la loi du 21 mars 1969 sont apportées les modifications suivantes :

1Eau 1, les mots "sans préjudice des articles 350, 353 ..." sont remplacés par les mots "sans préjudice des articles 145, 350, 353 ...";

2Eau 1, les mots "selon le cas, par les père ..." sont remplacés par les mots "selon le cas, par le mineur, les père ...";

3Eau 1, les mots (la suite comme au paragraphe 1er, 3E, du projet);

4Eau 2, les mots (la suite comme au paragraphe 2 du projet);

5Ele 2 est complété comme suit :

c)(la suite comme au paragraphe 3 du projet sous réserve d'écrire : "..., les parties étant convoquées, dans ce cas, par pli judiciaire adressé ...")".

Paragraphe 2.

La modification proposée est liée à l'article 10, 3E, du projet suivant lequel :

> "Les dispositions prévues à l'alinéa précédent ne font pas obstacle à ce que le ministère public saisisse le tribunal de la jeunesse d'une réquisition tendant au dessaisissement prévu à l'article 38. Le tribunal statue en l'état de la procédure".

On peut lire dans le commentaire consacré à l'article 7 :

> "En ce qui concerne les procédures protectionnelles (actuel article 45,2, a et b), le § 2 adapte l'ac-tuel article 45,2, b, en fonction de la possibilité pour le Ministère public, introduite par l'article 10, 3E, du présent projet, de saisir le tribunal de la jeunesse en vue d'une décision de dessaisissement malgré le fait que l'instruction judiciaire n'est pas encore clôturée ...".

Si le juge de la jeunesse décide de se dessaisir en raison de la nature ou de la gravité des faits imputés au jeune, il convient qu'il soit saisi du fond de l'affaire et que, par conséquent, l'instruction qui aurait été confiée à un juge d'instruction soit terminée de façon qu'il puisse disposer de tous les éléments d'appréciation propres à motiver sa décision.

Les déléguées du ministre sont conscientes du problème mais répondent que l'article 10, 3E, du projet a été conçu pour répondre au souhait venu surtout de la Communauté française de ne pas voir les places de ces établissements fermés occupées trop longtemps par des mineurs délinquants attendant de comparaître devant les juridictions pénales (4).

---

(4)Voyez dans ce sens, le commentaire de l'article en projet.

De telles considérations ne sont pas admissibles pour justifier que le juge de la jeunesse puisse statuer "dans l'état de la procédure".

Pour que le juge puisse se prononcer en connaissance de cause et pour que le jeune ou son avocat puisse exercer pleinement son droit de défense, il faut nécessairement que le juge d'instruction ait terminé ses investigations.

Paragraphe 3.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale.

Article 8.

Sauf en ce qui concerne les personnes civilement responsables, il y a lieu de se référer à l'observation générale.

Article 10.

Au 3E, le nouvel alinéa de l'article 49 en projet appelle la même observation que celle faite sous l'article 7.

Dans l'article 49, alinéa 4, en projet, mieux vaut écrire : "l'alinéa 3 ne fait pas obstacle ...".

Article 13.

Il conviendrait de préciser dans la phrase liminaire, que l'article 52 a été partiellement abrogé par le décret du Conseil flamand du 28 mars 1990 "sauf à l'égard des mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction".

Alinéa 1er.

La Communauté flamande s'est opposée à cette disposition qui a été ajoutée en cours de concertation (5). Elle est à rapprocher du nouvel article 52quater, alinéa 2, que l'article 16 en projet tend à insérer. Aux termes de cette disposition, le juge de la jeunesse peut aussi interdire temporairement toute sortie de l'établissement de placement, pour les nécessités de l'instruction ou pour des raisons de sécurité publique.

L'Etat paraît cependant bien compétent pour déci-der de telles mesures. Celles-ci sont, en effet, non de simples modalités d'exécution d'une mesure de placement, mais des restrictions à la liberté comportant une ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée et familia-le (6). Elles concernent aussi l'ordre public dont l'Etat reste le garant (7), car, prises à l'égard de mineurs

---

(5)Voir le procès-verbal de la concertation, pp. 9 à 11.

(6)Voyez l'arrêt ERIKSSON, du 22 juin 1989, de la Cour européenne des droits de l'homme (RTDH, 1990, p. 131), cité par le représentant du conseil des ministres lors de la conférence interministérielle (P.V., p. 12).

(7)Voyez les références aux travaux parlementaires de la loi spéciale du 8 août 1988, citées supra.

délinquants, ces mesures se justifient par les nécessités de l'instruction et les besoins de la sécurité publique.

La Communauté française partage l'opinion du Gouvernement; elle a inséré dans son décret du 22 février 1991 relatif à l'aide à la jeunesse une disposition analogue (article 12, § 1er).

Alinéa 2.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale.

Article 15.

Article 52ter, alinéa 2.

1. La disposition en projet combinée avec l'article 13 qui donne au mineur le droit de communiquer avec son défenseur, permet au mineur de rencontrer son avocat avant de comparaître devant le juge.

Cette précision mérite d'être insérée dans le texte.

2. Les termes généraux de l'alinéa 2 ne concordent pas avec l'explication du commentaire suivant laquelle le droit d'être assisté par un avocat est reconnu "sans préju-dice du principe qu'à tout moment, le juge de la jeunesse peut avoir un entretien personnel avec le mineur dans le cadre de sa mission de magistrat chargé de l'enquête ...".

Il convient que le texte en projet permette ou interdise explicitement au juge de s'entretenir avec le mineur

en dehors de la présence de son avocat. Il appartient, donc, au Gouvernement de préciser ses intentions à cet égard.

Article 16.

Article 52quater, alinéa 1er.

L'article 52quater appelle la même observation que celle faite sous l'article 3 à savoir qu'il existe une discordance entre l'article 3, 4E, qui énonce que

> "Le placement dans un établissement fermé ne peut être ordonné qu'à l'égard d'un mineur ayant atteint l'âge de 12 ans accomplis au moment où il a commis le fait qualifié infraction"

et l'article 19 du décret de la Communauté française du 22 février 1991 relatif à l'aide de la jeunesse qui limite l'accès aux établissements fermés au "jeune âgé de plus de 14 ans poursuivi pour un fait qualifié crime ou délit et placé en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément tel placement".

1. L'article 52quater, alinéa 1er, en projet énonce : "... le tribunal de la jeunesse ne peut, dans les cas visés aux trois articles précédents", à savoir les articles 52, 52bis et 52ter. Ces derniers articles étant des articles relatifs à la procédure, il est plus exact de ne viser que l'article 52.

2. Suivant le commentaire consacré à l'article 52quater, la mesure de placement dans un établissement à régime fermé "ne pourra, en principe, être renouvelée qu'une fois".

L'intention du Gouvernement étant de ne laisser renouveler qu'une seule fois le placement dans un établissement fermé (8), hors le cas de l'article 49 (9), il est d'autant plus nécessaire de la préciser dans le texte que le commentaire consacré à l'article 52quater, en utilisant les mots "en principe", est ambigu.

---

(8)Procès-verbal de la conférence interministérielle du 26 février 1991 relative à la protection de la jeunesse, page 21, A. 2. où l'on peut lire :

"Le représentant du Conseil des ministres fait remarquer qu'à la lecture conjointe des dispositions des nouveaux articles 52bis et 52quater, 1er alinéa, il ressort déjà que lorsqu'une mesure provisoire de placement en institution fermée est prise, la mesure provisoire même (et donc non seulement la procédure) prend fin d'office après deux fois trois mois (sauf dans le cas spécial de l'article 49).

(9)Suivant l'article 49,

"Le juge d'instruction n'est saisi par réquisition du ministère public ou ne se saisit d'office en cas de flagrant délit que dans des circonstances exceptionnelles et en cas de nécessité absolue.

S'il y a urgence, le juge d'instruction peut prendre à l'égard du mineur une des mesures de garde visées aux articles 52 et 53, sauf à en donner immédiatement avis au tribunal de la jeunesse qui exerce dès lors ses attributions.

L'instruction terminée, le juge d'instruction rend, sur la réquisition du ministère public, une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi devant le tribunal de la jeunesse".

Article 52quater, alinéa 2.

A la fin de l'alinéa, il y a lieu d'écrire : " ... interdire pour le même délai toute sortie de l'établissement fermé".

Article 52quater, alinéas 3 et 4.

1. La procédure d'appel décrite dans les alinéas 3 et 4 semble valoir pour les décisions prises en vertu de l'alinéa 1er et non pour celle prévue à l'alinéa 2.

Le Gouvernement doit préciser dans le texte en projet si la procédure s'applique aux décisions visées dans les deux premiers alinéas ou seulement à celle dont il est question dans l'alinéa 1er.

2. A l'alinéa 3, quatrième ligne, il vaut mieux écrire : "..., qui court à l'égard du ministère public à compter de l'ordonnance et à l'égard des autres parties ...".

La troisième phrase du même alinéa serait mieux rédigée comme suit : "Le directeur inscrit les recours dans un registre coté et paraphé".

3. Il résulte du procès-verbal de la conférence interministérielle qu'il a été contesté que l'Etat puisse imposer au directeur de l'établissement où le mineur est placé l'obligation de recevoir l'appel de ce dernier contre une ordonnance de placement et de consigner cet appel dans un registre.

La compétence du législateur national ne fait pas de doute, car il s'agit d'une règle de procédure indispensable pour assurer l'effectivité du droit de recours.

4. A l'alinéa 4, troisième ligne, le mot "endéans" doit être remplacé par le mot "dans".

Article 17.

Article 53.

1. Il résulte de l'arrêt rendu par la Cour euro-péenne des droits de l'homme, en cause Bouamar, du 29 février 1988, que l'incarcération d'un mineur n'est admissible que si elle est suivie d'une mesure de protection à bref dé-lai. Il faut, dès lors, s'en tenir à la règle inscrite à l'alinéa 3 de l'article en projet, suivant laquelle la mesure de placement ne peut être ordonnée qu'une seule fois au cours de la même procédure.

2. Il conviendrait de préciser dans la phrase liminaire que l' article 53 a été partiellement abrogé par le

décret du Conseil flamand du 28 mars 1990 "sauf à l'égard des mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction".

3. A l'article 53, alinéa 2 nouveau, il y a lieu d'écrire : "... prévue à l'alinéa 1er n'est applicable ...".

4. A l'alinéa 3 nouveau, mieux vaut écrire : "... sont applicables, sauf que le délai ...".

5. A l'alinéa 4 nouveau, on écrira : "... de la même procédure, sauf la possibilité pour le tribunal ...".

Article 19.

Il y a lieu d'écrire dans la phrase liminaire :

"Art. 19. A l'article 55 de la même loi, modifié par la loi du 9 avril 1980 ...".

Au surplus, il serait plus simple de remplacer tout l'article 55 au lieu de procéder par scission de l'alinéa 1er.

Article 20.

Article 56, alinéa 1er.

Il convient de préciser, dans l'exposé des motifs, que l'expression "l'exercice du droit aux relations personnelles" recouvre ce qu'on désignait traditionnellement par "droit de visite".

Article 21.

Il vaut mieux écrire :

"sous réserve des dispositions des ...".

Article 22.

Il convient de préciser que l'article 60 a été partiellement modifié par le décret du Conseil flamand du 28 mars 1990 en ce qui concerne la Communauté flamande.

Article 24.

Dans l'article 62bis en projet, il y a lieu d'omettre, selon l'usage, les mots "modifiée par la loi du 8 août 1988".

La même remarque vaut à l'article 26 pour l'article 63bis, en projet.

Article 25.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale.

Article 26.

Article 63bis, § 2, c).

Le point c) mentionne que "Le refus d'homologation est susceptible d'appel".

Cette disposition est muette quant à la procédure à suivre en cas d'appel.

Il convient de viser l'article 63bis dans l'article 62 en projet qui, dès lors, devrait être rédigé comme suit :

"Art. 62. Sauf ... chapitre II ainsi qu'aux articles 63bis et 63ter, b, ...".

Article 27.

A l'article 63ter, alinéa 1er, en projet, il y a lieu d'écrire :

"... à l'article 63bis, le ...".

Par ailleurs, il faut éviter d'interrompre l'énumération en intercalant un alinéa entre le b) et le c).

Il est suggéré de déplacer cet alinéa et d'en faire un alinéa 2 commençant par les mots "Dans les cas visés au b), les parties ...".

L'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, commencerait par les mots "Dans les cas visés au c), la citation ou l'avertissement doivent ...".

Article 29.

Le début de l'article 63quinquies en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 63quinquies. Dans les procédures judiciaires ...".

Article 30.

1E.

A propos du mot "personnes", il convient de se référer à l'observation générale.

2E.

Cette disposition abroge l'article 72, dernier alinéa, qui a été maintenu lors du vote de la loi du 19 janvier 1990.

L'article 72 a cependant déjà été abrogé par la Communauté flamande (article 22 du décret du 28 mars 1990 modifiant le décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse); mais l'article 28bis du décret précité a inséré une disposition analogue, susceptible de s'appliquer aussi aux mineurs délinquants (10).

La Communauté française a, quant à elle, maintenu la disposition en ne supprimant que les mots "par le comité

---

(10)Article 16 insérant un article 29bis dans le décret du 27 juin 1985 :

"Art. 28bis. L'Exécutif fixe les règles générales relatives à la part contributive des mineurs et des personnes qui leur doivent des aliments, dans les frais d'entretien, d'éducation et de traitement des mineurs, ainsi que l'affectation des rémunérations allouées aux mineurs placés en vertu des dispositions du présent décret ou d'une loi portant description des mesures à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction.

Conformément à ces règles, le bureau ou le juge de la jeunesse fixe la part contributive du mineur et des personnes qui lui doivent des aliments, ainsi que l'affectation des rémunérations.

Pendant la minorité, les sommes provenant de ces rémunérations et inscrites à un livret d'épargne ou de dépôt d'un organisme financier public ou privé, ne peuvent être retirées sans l'autorisation expresse du bureau ou du juge de la jeunesse".

de protection de la jeunesse" (article 62, § 15, du décret du 22 février 1991 relatif à l'aide à la jeunesse).

Lors de la conférence interministérielle, les Communautés ont objecté que l'abrogation du dernier alinéa de l'article 72 devait être au moins limitée aux mineurs délinquants, la Communauté flamande soutenant même que le législateur national n'est pas compétent en la matière. Selon le représentant du conseil des ministres, la disposition abrogée organise une sorte de minorité prolongée et le législateur national est pleinement compétent pour intervenir en la matière (P.V., p. 25).

Le conseil des ministres a introduit un recours devant la Cour d'arbitrage contre le décret de la Communauté flamande abrogeant cette règle. Dès lors, pour la raison évoquée dans l'observation générale, le Conseil d'Etat, section de législation, s'abstient de donner un avis sur cette question tant que la Cour d'arbitrage n'aura pas prononcé son arrêt sur le recours dont elle est saisie.

Subsidiairement, l'article 30, 1E, appelle l'observation suivante :

L'abrogation des articles 39 et 41 "pour autant qu'ils concernent les personnes ayant commis un fait qualifié infraction" est de mauvaise technique légistique.

Il ne s'agit pas réellement d'une abrogation, mais d'une modification du champ d'application d'une disposition qui devrait se réaliser en termes exprès.

Il est proposé d'ajouter deux articles au projet en suivant la numérotation des articles de la loi :

"Art. 6. L'article 39 de la même loi partiellement abrogé et modifié par le décret du Conseil flamand du 28 mars 1990 est complété par l'alinéa suivant :

"La présente disposition n'est pas applicable aux personnes qui ont commis un fait qualifié infraction".

Art. 7. L'article 41 de la même loi partiellement abrogé par le décret du Conseil flamand du 28 mars 1990 est complété par l'alinéa suivant :

"La présente disposition n'est pas applicable aux personnes qui ont commis un fait qualifié infraction"".

La numérotation des articles du projet devra être adaptée en conséquence.

Article 31.

Mieux vaut écrire :

"... à l'article 36, 4E, au plus tard jusqu'au jour où ...".

Article 34.

L'article 34 appelle la même observation que celle faite sous l'article 30.

L'article 34 serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Art. 34. L'article 21, alinéa 4, de la loi du 26 juin 1990 relatif à la protection de la personne des malades mentaux, cesse d'être applicable aux mineurs ayant commis un fait qualifié infraction".

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet laisse à désirer en ce qui concerne l'usage correct de la langue; cette assertion est justifiée dans la version néerlandaise à l'aide de quelques exemples.

ALGEMENE OPMERKING.

De ontworpen wet beoogt inzonderheid "aan een aantal technische onvolmaaktheden van hoofdstuk V van de wet van 19 januari 1990 (waarbij de leeftijd van de meerderjarigheid wordt verlaagd) tegemoet te komen".

Sommige bepalingen van de ontworpen wet hebben onder meer ten doel de jeugdrechtbank in staat te stellen om maatregelen ten aanzien van meerderjarigen te nemen. Deze zou kennis nemen van de vorderingen van het openbaar ministerie ten aanzien van meerderjarigen die vervolgd worden wegens een als strafbaar feit omschreven feit, gepleegd v o,' o,' r de leeftijd van achttien jaar (artikel 1 tot wijziging van artikel 36, 4E, van de wet van 8 april 1965) en, uitspraak doende over die vorderingen, zou zij ofwel de zaak uit handen kunnen geven ten voordele van de strafgerechten (artikel 5 tot wijziging van artikel 38), ofwel een berisping kunnen geven (artikel 3, 6E, tot wijziging van artikel 37 van de voormelde wet van 8 april 1965), of ook nog voorlopige maatregelen van bewaring kunnen bevelen, zelfs na de leeftijd van achttien jaar, met dien verstande dat die maatregelen niet na het twintigste levensjaar mogen voortduren (artikel 13 tot aanvulling van artikel 52 van de voormelde wet van 8 april 1965). De jeugdrechtbank zou tevens onder bepaalde voorwaarden de ten aanzien van minderjarigen genomen maatregelen tot de leeftijd van ten hoogste twintig jaar kunnen verlengen (artikel 4 tot vervanging van artikel 37bis, §§ 1 en 2), ze te allen tijde intrekken of wijzigen, maar geen wijziging mag geschieden dan met de uitdrukkelijke instemming van de belanghebbende (artikel 4 tot vervanging van artikel 37bis, § 4).

Overeenkomstig de beslissing van het overlegcomité Regering-Executieven van 4 december 1990 is de ontworpen wet ter fine van bespreking voorgelegd aan een interministeriële conferentie.

Ten tijde van die interministeriële conferentie hebben de vertegenwoordigers van de Executieven van de Franse Gemeenschap en van de Vlaamse Gemeenschap aangevoerd dat verscheidene bepalingen van de ontworpen wet de bevoegdheid van de nationale wetgever te buiten gaan doordat deze maatregelen zou nemen tegen meerderjarigen. De vertegenwoordiger van de Regering heeft als stelling verdedigd dat de nationale wetgever bevoegd is om maatregelen te nemen ten aanzien van meerderjarigen wanneer deze vo,'o,'r de leeftijd van achttien jaar een strafbaar feit hebben gepleegd maar pas wanneer ze de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt door de jeugdrechter tegen hen een maatregel wordt bevolen. De vertegenwoordiger van de Regering heeft er eveneens op geattendeerd dat in verband met het geschil tussen de Regering en de Executieven beroep is ingesteld bij het Arbitragehof.

De Vlaamse Executieve heeft namelijk op 26 juli 1990 bij het Arbitragehof beroep ingesteld tot nietigverklaring van artikel 45 van de wet van 19 januari 1990 tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar, onder aanvoering van een middel ontleend aan de schending van artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet en van artikel 5, § 1, II, 6E, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, vervangen bij artikel 2 van de bijzondere wet van 8 augustus 1988, doordat de bestreden bepaling niet voldoet aan een van de voorwaarden waaraan artikel 5, § 1, II, 6E, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de eigen bevoegdheid van de nationale overheid

verbindt, namelijk dat het om maatregelen tegen minderjarigen dient te gaan, terwijl de bestreden bepaling aldus luidt :

> "§ 2. Indien de minderjarige zeventien jaar oud is en een als misdaad of wanbedrijf omschreven feit heeft gepleegd, kan de jeugdrechtbank, wanneer zij een van de in artikel 37, tweede lid, 2E, 3E of 4E, bepaalde maatregelen neemt, beslissen dat de zaak haar opnieuw moet worden voorgelegd binnen een termijn van drie maanden voor de meerderjarigheid, met het oog op de handhaving of de toepassing van één van die maatregelen voor een termijn die zich niet verder mag uitstrekken dan de dag waarop de betrokkene de leeftijd van twintig jaar bereikt".

Daaruit volgt dus dat het Arbitragehof als gevolg van het beroep van de Vlaamse Gemeenschap momenteel geadieerd is ter zake van de vraag of de nationale wetgever al of niet bevoegd is om te voorzien in het nemen van maatregelen van jeugdbescherming jegens meerderjarigen.

De taak van de afdeling wetgeving van de Raad van State bestaat er met name in bevoegdheidsconflicten te voorkomen door daartoe de ter zake dienende opmerkingen te maken.

Nu het bevoegdheidsconflict waar verscheidene bepalingen van de ontworpen wet aanleiding toe geven in het onderhavige geval echter ter beoordeling is voorgelegd aan het Arbitragehof, zou het advies van de afdeling wetgeving er niet op neerkomen dat een bevoegdheidsconflict wordt voorkomen, maar dat een standpunt wordt ingenomen ten aanzien van een geschil dat aangebracht is bij het hoge rechtscollege dat bevoegd is om het te beslechten.

De Raad van State, afdeling wetgeving, is bijgevolg van mening dat hij behoort na te laten van advies te dienen omtrent de bepalingen van de ontworpen wet waarover een

bevoegdheidsconflict bestaat ter zake waarvan het Arbitragehof geadieerd is.

Om mogelijke nieuwe annulatieberoepen te voorkomen zal de Regering hebben uit te maken of het niet gepast is te wachten op het arrest van het Arbitragehof over het voormelde beroep alvorens de omstreden bepalingen van de ontworpen wet ter fine van goedkeuring voor te leggen aan de Wetgevende Kamers.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Indieningsbesluit.

Het indieningsbesluit, dat ontbreekt, dient volgens het gebruikelijke formulier te worden geredigeerd.

Bepalend gedeelte.

In titel I, evenals in het gehele ontwerp, behoort in de Franse tekst "Titre Ier", "article 1er", "§ 1er" te worden geschreven.

Artikel 1.

Het is niet gebruikelijk om in een inleidende volzin het volledige opschrift van een wijzigingswet op te geven. De woorden "tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar" moeten dus vervallen.

Aan het einde van het ontworpen 4E schrijve men "gepleegd vo,'o,'r de volle leeftijd van achttien jaar".

Artikel 3.

1. Artikel 37 is gedeeltelijk opgeheven bij het decreet van de Vlaamse Raad van 28 maart 1990, "behalve, ..., ten aanzien van minderjarigen die wegens een als misdrijf omschreven feit worden vervolgd" (artikel 22, 3E, van het decreet).

Het is dus noodzakelijk om in de inleidende volzin na de woorden "van dezelfde wet" de woorden "gedeeltelijk opgeheven bij het decreet van de Vlaamse Raad van 28 maart 1990" in te voegen.

1E.

In de voorgestelde tekst schrijve men : "personen die de volle leeftijd van achttien jaar niet bereikt hebben".

4E.

1. De maatregel waarbij een minderjarige delinquent in een gesloten instelling wordt geplaatst dient niet alleen om de openbare orde te verzekeren (11), wat niet de taak is van de Gemeenschappen, maar is ook een vrijheidsbeneming. Om die twee redenen is de jeugdrechtbank gerechtigd een zodanige maatregel te nemen. Dat de instelling waarin de betrokkene op bevel van de rechter geplaatst wordt een gesloten instelling is, vormt een fundamenteel gegeven van zijn beslissing en is er dus geen loutere uitvoeringsfiguur van. Daaruit volgt dat de overgang van een gesloten naar een open of halfopen stelsel of omgekeerd, een maatregel is die door de jeugdrechtbank behoort te worden genomen en niet door de overheid waaraan de tenuitvoerlegging van de genomen beslissing is opgedragen.

Zo komt een probleem dat het gevolg is van de verdeling van de bevoegdheden inzake jeugdbescherming duidelijk naar voren : de organisatie van de instellingen behoort tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de nationale overheid heeft geen enkele bevoegdheid om ten aanzien van die Gemeenschappen bevelen te geven of controle uit te oefenen. Als één van de Gemeenschappen geen werkelijk gesloten instellingen organiseert (12), heeft de jeugdrechter geen

---

(11)Zie de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1988, verslag ANTOINE-UITTENDAELE, Gedr. St., Kamer, zitting 1988, 516, nr. 6, blz. 110 (antwoord van de minister van Institutionele Hervormingen); verslag CEREXHE-ERDMAN, Gedr. St., Senaat, zitting 1988, 405, nr. 2, blz. 50.

(12)Zie het commentaar bij artikel 3

andere mogelijkheid dan gebruik te maken van artikel 53 van de wet van 1965 en de zaak uit handen te geven. Het gevaar bestaat dat daardoor de jeugdbescherming ten aanzien van minderjarige delinquenten opnieuw als een strafzaak wordt beschouwd.

2. De toegang tot de gesloten instellingen in de Franse Gemeenschap wordt geregeld door de artikelen 16 tot 19 van het decreet van 22 februari 1991 "relatif à l'aide à la jeunesse". Artikel 19 beperkt de toegang tot de gesloten instellingen "au jeune âgé de plus de 14 ans poursuivi pour un fait qualifié crime ou délit et placé en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément tel placement" (13).

Er is dus een tegenstrijdigheid tussen het genoemde decreet van de Franse Gemeenschap en de ontworpen wet, die het mogelijk maakt dat een minderjarige vanaf de leeftijd van 12 jaar in een gesloten omgeving wordt ondergebracht als hij een als strafbaar feit omschreven feit heeft gepleegd.

"Kan ... moeilijk als een gesloten instelling worden beschouwd, een instelling welke een groot aantal ontvluchtingen kent".

(13)Artikel 23, § 1, 12E, van de tekst die is gecoördineerd bij het besluit van 4 april 1990 tot coördinatie van de decreten inzake bijzondere jeugdbijstand, beperkt de toegang tot de gesloten instellingen ook tot minderjarigen van ten minste 14 jaar, maar uitsluitend voor minderjarigen die in gevaar verkeren.

Het is de taak van de Regering om de nodige maatregelen te nemen om die tegenstrijdigheid weg te werken.

5E.

Wat de in de bepaling onder 5E bedoelde maatregelen betreft die op de betrokkene van toepassing zouden zijn boven de leeftijd van 18 jaar, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

6E.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 4.

In de inleidende volzin moeten de woorden "tot verlaging van de leeftijd van de burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar" vervallen.

Paragraaf 4, eerste lid.

In de Franse tekst van het ontwerp kunnen de wijziging of de intrekking van de krachtens artikel 37bis genomen maatregelen inzonderheid "à la requête des père et mère" geschieden. Die verplichting van een gezamenlijk verzoek wordt niet voorgeschreven in de Nederlandse tekst ("op verzoek van de vader, de moeder, de voogden of de personen ..."). Het vereiste van een gezamenlijk verzoek van de vader en de moeder

lijkt niet gerechtvaardigd en zal problemen veroorzaken in de gevallen van onenigheid tussen de ouders (scheiding, echtscheiding, enz.). Het verdient dus de voorkeur de Franse tekst op de Nederlandse tekst af te stemmen en in het Frans te schrijven :

"... à la requête du père, de la mère, des tuteurs ou des personnes qui ont la garde du mineur ...".

Tweede lid.

De wijziging van de maatregel zou slechts kunnen worden bevolen met de uitdrukkelijke instemming van de betrokkene. Volgens de steller van het ontwerp is die instemming "vereist teneinde te vermijden dat hij zich ten gevolge van de wijziging van de maatregel in een minder gunstige toestand zou bevinden".

Het beroep van de Vlaamse Gemeenschap bij het Arbitragehof heeft, in zoverre het gericht is tegen het huidige artikel 37bis, § 1, precies betrekking op dat punt. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 5.

Voor de eerste twee leden van het ontworpen artikel wordt verwezen naar de algemene opmerking. Bij het derde lid zijn geen bijzondere opmerkingen te maken.

Artikel 6.

In het nieuwe derde lid van het ontworpen artikel 44 zou het beter zijn te schrijven : "De in het eerste en het tweede lid vervatte bepalingen zijn van toepassing wanneer de jeugdrechtbank eerst wordt geadieerd wanneer de betrokkene de volle leeftijd van achttien jaar bereikt heeft".

In de bepaling onder 2E zou het beter zijn te schrijven : "in het tweede lid, waarvan de huidige tekst het vierde lid zal vormen, worden in 1E de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

In plaats van het artikel in drie paragrafen in te delen, zou het eenvoudiger zijn te werk te gaan als volgt :

"Art. 7. In artikel 45 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 5, A, 5, van de wet van 21 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Ein 1 worden de woorden "onverminderd de artikelen 350, 353 ..." vervangen door de woorden "onverminderd de artikelen 145, 350, 353 ...";

2Ein 1 worden de woorden "al naar het geval, door de vader ..." vervangen door de woorden "al naar het geval, door de minderjarige, de vader ...";

3Ein 1 worden de woorden (voorts zoals in paragraaf 1, 3E, van het ontwerp);

4Ein 2 worden tussen de woorden (voorts zoals in paragraaf 2 van het ontwerp);

5Ede bepaling onder 2 wordt aangevuld als volgt :

c)(voorts zoals in paragraaf 3 van het ontwerp behalve dat moet worden geschreven : "..., in welk geval de partijen worden opgeroepen bij gerechtsbrief, bezorgd op de wijze bepaald in ...")".

Paragraaf 2.

De voorgestelde wijziging houdt verband met artikel 10, 3E, van het ontwerp, luidende :

> "De bepalingen voorzien in het vorige lid beletten niet dat het openbaar ministerie de jeugdrechtbank zou vatten van een vordering strekkende tot een uithandengeving op grond van artikel 38. De jeugdrechtbank vonnist in de staat van de procedure".

In het commentaar bij artikel 7 staat te lezen :

> "Wat betreft de procedures in jeugdbeschermings-aangelegenheden (huidig artikel 45, 2, a en b) past § 2 het huidig artikel 45, 2, b, aan ingevolge de mogelijkheid die artikel 10, 3E, van onderhavig ontwerp aan het openbaar ministerie biedt, om de jeugdrechtbank te vatten met het oog op een uithandengeving ondanks het feit dat het gerechtelijk onderzoek nog niet is afgesloten ...".

Wil de jeugdrechter besluiten de zaak uit handen te geven wegens de aard of de ernst van de feiten die aan de jongere ten laste worden gelegd, dan is het nodig dat de zaak ten gronde

bij hem aanhangig gemaakt is en dat bijgevolg het onderzoek dat aan een onderzoeksrechter is toevertrouwd, ten einde is zodat hij kan beschikken over alle beoordelingsgegevens die geschikt zijn om zijn beslissing te motiveren.

De gemachtigden van de minister zijn zich van het probleem bewust maar antwoorden dat artikel 10, 3E, van het ontwerp bedoeld is om tegemoet te komen aan de wens van vooral de Franse Gemeenschap dat de plaatsen van die gesloten instellingen niet te lang zouden worden ingenomen door minderjarige delinquenten die erop wachten te verschijnen voor de strafgerechten (14).

Zulke overwegingen zijn onaanvaardbaar om te rechtvaardigen dat de jeugdrechter uitspraak kan doen "in de staat van de procedure".

Wil de jeugdrechter uitspraak kunnen doen met kennis van zaken en wil de jongere of zijn advocaat zijn recht van verdediging ten volle uitoefenen, dan is het noodzakelijk dat de onderzoeksrechter zijn onderzoek heeft voltooid.

Paragraaf 3.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 8.

---

(14)Zie in die zin het commentaar bij het ontworpen artikel.

Behalve voor de personen die burgerrechtelijk aansprakelijk zijn, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 10.

In 3E is bij het nieuwe lid van het ontworpen artikel 49 dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is bij artikel 7.

In het ontworpen artikel 49, vierde lid, schrijve men : "Het derde lid staat er niet aan in de weg dat het openbaar ministerie een vordering tot uit handen geven als bedoeld in artikel 38 aanhangig maakt bij de jeugdrechtbank ...".

Artikel 13.

Wat de inleidende volzin betreft, behoort te worden gepreciseerd dat artikel 52 gedeeltelijk opgeheven is door het decreet van de Vlaamse Raad van 28 maart 1990 "behalve ten aanzien van minderjarigen die wegens een als misdrijf omschreven feit worden vervolgd".

Eerste lid.

De Vlaamse Gemeenschap heeft zich verzet tegen die bepaling die tijdens het overleg is ingevoegd (15). Ze dient in verband te worden gebracht met het nieuwe artikel 52quater, tweede lid, dat het ontworpen artikel 16 in het ontwerp wil invoegen. Luidens die bepaling kan de jeugdrechter ook tijdelijk verbieden de instelling waar de minderjarige geplaatst is te verlaten wegens de eisen van het onderzoek of om redenen van openbare veiligheid.

De Staat lijkt evenwel echt bevoegd om zodanige maatregelen te bepalen. Deze zijn immers geen loutere regels tot uitvoering van een plaatsingsmaatregel, maar beperkingen op de vrijheid die een inmenging bevatten in de uitoefening van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven (16). Ze hebben ook betrekking op de openbare orde, waarvoor de Staat blijft instaan (17), want, wanneer die maatregelen worden genomen ten aanzien van minderjarige delinquenten, vinden ze hun verantwoording in de eisen van het onderzoek en de behoeften van de openbare veiligheid.

---

(15)Zie het proces-verbaal van het overleg, blz. 11 en 12.

(16)Zie het arrest ERIKSSON, van 22 juni 1989, van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (RTDH, 1990, blz. 131), vermeld door de vertegenwoordiger van de ministerraad tijdens de interministeriële conferentie (P.V., blz. 13).

(17)Zie de hierboven vermelde verwijzingen naar de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1988.

De Franse Gemeenschap deelt de mening van de Regering; ze heeft een soortgelijke bepaling (artikel 12, § 1) ingevoegd in haar decreet van 22 februari 1991 "relatif à l'aide à la jeunesse".

Tweede lid.

Er dient te worden verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 15.

Artikel 52ter, tweede lid.

1. Uit de samenlezing van de ontworpen bepaling met artikel 13, dat aan de minderjarige het recht verleent om contact te onderhouden met zijn raadsman, volgt dat de minderjarige zijn advocaat mag ontmoeten alvorens voor de rechter te verschijnen.

Het zou goed zijn die precisering in de tekst op te nemen.

2. De algemene termen van het tweede lid stemmen niet overeen met de uitleg in de artikelsgewijze bespreking, dat het recht bijgestaan te worden door een advocaat erkend wordt "onverminderd het principe dat de jeugdrechter, in het kader van zijn opdracht als magistraat belast met het onderzoek, ten

allen tijde een persoonlijk onderhoud kan hebben met de minderjarige".

De ontworpen tekst dient aan de rechter uitdrukkelijk toestemming te verlenen of verbod op te leggen om een onderhoud te hebben met de minderjarige buiten de aanwezigheid van diens advocaat. Het is bijgevolg zaak van de Regering haar bedoelingen dienaangaande te preciseren.

Artikel 16.

Artikel 52quater, eerste lid.

Bij artikel 52quater is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is bij artikel 3, namelijk dat er een gebrek aan overeenstemming is tussen artikel 3, 4E, dat bepaalt dat

> "De plaatsing in een gesloten inrichting (...) enkel bevolen (kan) worden ten aanzien van een minderjarige die de leeftijd van 12 jaar ten volle bereikt heeft op het ogenblik waarop hij het als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd"

en artikel 19 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 februari 1991 "relatif à l'aide à la jeunesse", dat de toegang tot de gesloten instellingen beperkt tot de "jeune âgé de plus de 14 ans poursuivi pour un fait qualifié crime ou délit et placé en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément tel placement".

1. Het ontworpen artikel 52quater, eerste lid, luidt als volgt : "... kan de jeugdrechtbank, in de gevallen bedoeld

in de drie vorige artikelen ...", namelijk de artikelen 52, 52bis en 52ter. Aangezien die laatste artikelen betrekking hebben op de rechtspleging, is het juister alleen te verwijzen naar artikel 52.

2. Luidens de commentaar bij artikel 52quater kan de maatregel van plaatsing in een instelling met een gesloten regeling "in principe slechts eenmaal worden verlengd".

Aangezien de Regering de bedoeling heeft de plaatsing in een gesloten instelling slechts één enkele maal te laten verlengen (18), buiten het geval van artikel 49 (19), is het

---

(18)Proces-verbaal van de interministeriële conferentie van 26 februari 1991 betreffende de jeugdbescherming, blz. 23, A. 2., waarin te lezen staat :

"De vertegenwoordiger van de Ministerraad wijst erop dat uit de gezamenlijke lektuur van de bepalingen van de nieuwe artikelen 52bis en 52quater, eerste lid, reeds voortvloeit dat wanneer een voorlopige maatregel van plaatsing in een gesloten instelling is genomen, de voorlopige maatregel zelf (en dus niet enkel de procedure) van rechtswege een einde neemt na tweemaal drie maanden, (tenzij in het bijzonder geval dat artikel 49 van toepassing is)".

(19)Artikel 49 luidt als volgt :

"Alleen in uitzonderingsomstandigheden en in geval van volstrekte noodzaak wordt de zaak bij vordering van het openbaar ministerie bij de onderzoeksrechter aanhangig gemaakt of treedt deze ambtshalve op in geval van ontdekking op heterdaad.

In spoedeisende gevallen kan de onderzoeksrechter ten aanzien van de minderjarige een van de in de artikelen 52 en 53 bedoelde maatregelen van bewaring nemen, behoudens de verplichting daarvan onmiddellijk bericht te geven aan de jeugdrechtbank, die alsdan haar bevoegdheden uitoefent.

des te noodzakelijker die bedoeling nader aan te geven in de tekst, daar de commentaar bij arti-

---

Als het onderzoek is geëindigd, neemt de onderzoeksrechter, op vordering van het openbaar ministerie, een beschikking tot buitenvervolgingstelling of een beschikking tot verwijzing naar de jeugdrechtbank".

kel 52quater dubbelzinnig is, doordat erin wordt gewerkt met de woorden "in principe".

Artikel 52quater, tweede lid.

Aan het eind van het lid schrijve men : "... voor dezelfde termijn verbieden de gesloten instelling te verlaten".

Artikel 52quater, derde en vierde lid.

1. De procedure inzake hoger beroep die wordt beschreven in het derde en vierde lid geldt blijkbaar voor de beslissingen die genomen zijn krachtens het eerste lid en niet voor die welke bepaald is in het tweede lid.

De Regering moet in de ontworpen tekst nader bepalen of de procedure toepassing vindt op de beslissingen bedoeld in de eerste twee leden dan wel alleen op die waarvan sprake is in het eerste lid.

2. Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hoger beroep tegen een beschikking tot plaatsing in ..., die voor het openbaar ministerie ingaat vanaf de beschikking en voor ... bedoeld in artikel 52ter, vierde lid. Het beroep kan worden ingesteld door een verklaring aan de directeur .... De directeur schrijft de beroepen in een genummerd en gewaarmerkt register in. Hij brengt de griffie van de bevoegde rechtbank onmiddellijk op de hoogte en zendt

haar bij aangetekende brief een uittreksel uit het register toe".

3. Uit het proces-verbaal van de interministeriële conferentie blijkt dat in twijfel getrokken is dat de Staat aan de directeur van de instelling waar de minderjarige geplaatst wordt de verplichting kan opleggen het beroep van die minderjarige tegen een beschikking tot plaatsing in ontvangst te nemen en het beroep in een register in te schrijven.

De bevoegdheid van de nationale wetgever staat evenwel buiten kijf, want het gaat om een procedureregel die volstrekt noodzakelijk is wil het verhaalrecht werkzaam zijn.

4. In de eerste volzin van het vierde lid schrijve men "binnen vijftien werkdagen".

Artikel 17.

Artikel 53.

1. Uit het arrest dat het Europees Hof voor de Rechten van de Mens op 29 februari 1988 heeft gewezen inzake Bouamar blijkt dat opsluiting van een minderjarige alleen aanvaardbaar is als er een maatregel tot bescherming op korte termijn op volgt. Men dient zich derhalve te houden aan de regel die is opgenomen in het derde lid van het ontworpen artikel en die bepaalt dat de plaatsingsmaatregel slechts eenmaal bevolen kan worden in de loop van een zelfde procedure.

2. Wat de inleidende volzin betreft, behoort te worden gepreciseerd dat artikel 53 gedeeltelijk opgeheven is door het decreet van de Vlaamse Raad van 28 maart 1990" behalve ten aanzien van minderjarigen die wegens een als misdrijf omschreven feit worden vervolgd".

3. In het nieuwe tweede lid van artikel 53 schrijve men : "... kan in het eerste lid bedoelde maatregel ...".

4. In het nieuwe derde lid schrijve men : "... de bepalingen van artikel 52quater, derde en vierde lid, van toepassing, behalve dat de termijn waarbinnen de beslissing in beroep moet worden genomen, ...".

5. In het nieuwe vierde lid schrijve men : "... van een zelfde procedure, behoudens de mogelijkheid ...".

Artikel 19.

In de inleidende volzin schrijve men :

"Art. 19. In artikel 55 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 april 1980, ...".

Bovendien zou het eenvoudiger zijn artikel 55 in zijn geheel te vervangen in plaats van te werk te gaan door splitsing van het eerste lid.

Artikel 20.

Artikel 56, eerste lid.

In de memorie van toelichting dient nader te worden bepaald dat de uitdrukking "de uitoefening van het recht op persoonlijke betrekkingen" samenvalt met wat traditioneel "het bezoekrecht" werd genoemd.

Artikel 21.

Men schrijve :

"onder voorbehoud van de bepalingen van ...".

Artikel 22.

Er behoort te worden gepreciseerd dat artikel 60 gedeeltelijk gewijzigd is bij het decreet van de Vlaamse Raad van 28 maart 1990 wat de Vlaamse Gemeenschap betreft.

Artikel 24.

In het ontworpen artikel 62bis moeten, zoals dat gebruikelijk is, de woorden "gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988" vervallen.

Dezelfde opmerking geldt in artikel 26 voor het ontworpen artikel 63bis.

Artikel 25.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 26.

Artikel 63bis, § 2, c).

In punt c) wordt bepaald dat "De weigering van de homologatie (...) vatbaar (is) voor hoger beroep".

Die bepaling zegt niets over de procedure die moet worden gevolgd in geval van hoger beroep.

In het ontworpen artikel 62 dient te worden verwezen naar artikel 63bis. Artikel 62 zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"Art. 62. Behoudens ... hoofdstuk II, alsook voor de in de artikelen 63bis en 63ter, b, bedoelde ...".

Artikel 27.

In het ontworpen artikel 63ter, eerste lid, schrijve men :

"... bedoeld in artikel 63bis, wordt ...".

Voorts vermijde men de opsomming te onderbreken door tussen b) en c) een lid te voegen.

Voorgesteld wordt dat lid te verplaatsen en er een tweede lid van te maken dat begint met de woorden "In de gevallen bedoeld in b), worden de partijen ...".

Het tweede lid, dat het derde lid wordt, zou beginnen met de woorden "In de gevallen bedoeld in c), moet de dagvaarding of de waarschuwing ...".

Artikel 29.

Het begin van het ontworpen artikel 63quinquies zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 63quinquies. In de rechtsplegingen ...".

Artikel 30.

1E.

In verband met het woord "personen", dient te worden verwezen naar de algemene opmerking.

2E.

Deze bepaling voorziet in de opheffing van artikel 72, laatste lid, dat bij het aannemen van de wet van 19 januari 1990 is gehandhaafd.

Artikel 72 is evenwel reeds opgeheven door de Vlaamse Gemeenschap (artikel 22 van het decreet van 28 maart 1990 tot wijziging van het decreet van 27 juni 1985 inzake bijzondere jeugdbijstand); maar artikel 28bis van het voormelde decreet heeft een soortgelijke bepaling ingevoegd die ook toepassing kan vinden op de minderjarige delinquenten (20).

---

(20)Artikel 16, dat een artikel 29bis invoegt in het decreet van 27 juni 1985 :

"Art. 28bis. De Executieve vaardigt algemeen geldende regels uit betreffende de bijdrage van de minderjarigen en van de onderhoudsplichtige personen in de onderhouds-,

De Franse Gemeenschap van haar kant heeft de bepaling gehandhaafd en alleen de woorden "Het jeugdbeschermingscomité (artikel 62, § 15, van het decreet van 22 februari 1991 "relatif à l'aide à la jeunesse") geschrapt.

Op de interministeriële conferentie hebben de Gemeenschappen tegengeworpen dat de opheffing van het laatste lid van artikel 72 ten minste beperkt dient te worden tot de minderjarige delinquenten en de Vlaamse Gemeenschap heeft zelfs betoogd dat de nationale wetgever ter zake niet bevoegd is. Volgens de vertegenwoordiger van de ministerraad creëert de opgeheven bepaling een vorm van verlengde minderjarigheid en is de nationale wetgever ter zake ten volle bevoegd (P.V., blz. 25).

De ministerraad heeft bij het Arbitragehof beroep ingesteld tegen het decreet van de Vlaamse Gemeenschap dat die

---

opvoedings- en behandelingskosten van de minderjarigen evenals de bestemming van het loon dat wordt toegekend aan de minderjarigen die werden geplaatst overeenkomstig de bepalingen van dit decreet of van een wet betreffende de opgave van maatregelen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

Het bureau of de jeugdrechter bepaalt overeenkomstig deze regels de bijdrage van de minderjarige en van de onderhoudsplichtige personen evenals de bestemming die aan het loon zal worden gegeven.

Tijdens de minderjarigheid kunnen de bedragen van het loon die op een spaar- of depositoboekje bij een openbare of private kredietinstelling werden ingeschreven, niet worden afgehaald zonder de uitdrukkelijke machtiging van het bureau of de jeugdrechter".

regel opheft. Om de in de algemene opmerking vermelde reden onthoudt de Raad van State, afdeling wetgeving, er zich bijgevolg van een advies uit te brengen over die kwestie zolang het Arbitragehof zijn arrest over het beroep dat bij dat Hof is ingesteld niet heeft gewezen.

In bijkomende orde behoort bij artikel 30, 1E, de volgende opmerking te worden gemaakt :

De opheffing van de artikelen 39 en 41 "voor zover ze betrekking hebben op de personen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd" is wetgevingstechnisch verkeerd.

Het gaat niet echt om een opheffing, maar om een wijziging van de werkingssfeer van een bepaling die uitdrukkelijk zou moeten worden geformuleerd.

Voorgesteld wordt twee artikelen aan het ontwerp toe te voegen en daarbij de nummering te volgen van de artikelen van de wet.

"Art. 6. Artikel 39 van dezelfde wet, gedeeltelijk opgeheven en gewijzigd bij het decreet van de Vlaamse Raad van 28 maart 1990, wordt aangevuld met het volgende lid :

"Deze bepaling is niet van toepassing op de personen die een als strafbaar feit omschreven feit hebben gepleegd".

Art. 7. Artikel 41 van dezelfde wet, gedeeltelijk opgeheven bij het decreet van de Vlaamse Raad van 28 maart 1990, wordt aangevuld met het volgende lid :

"Deze bepaling is niet van toepassing op de personen die een als strafbaar feit omschreven feit hebben gepleegd"".

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 31.

Men schrijve :

"...bedoeld in artikel 36, 4E, uiterlijk tot de dag waarop die personen de volle leeftijd van achttien jaar bereiken".

Artikel 34.

Bij artikel 34 is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is bij artikel 30.

Artikel 34 zou derhalve beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 34. Artikel 21, vierde lid, van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieken houdt op van toepassing te zijn op de minderjarigen die een als strafbaar feit omschreven feit hebben gepleegd".

SLOTOPMERKING.

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat te wensen over wat het correcte taalgebruik betreft; dit kan worden aangetoond aan de hand van de volgende voorbeelden :

Artikel 6.

1E (het ontworpen tweede lid)

"wanneer de jeugdrechtbank eerst werd gevat ..." in plaats van "... eerst werd geadieerd...".

Artikel 10.

2E (de ontworpen aanvulling van artikel 49, derde lid)

"tegensprekelijk debat" in plaats van "debat tussen de partijen".

"strafbundel" in plaats van "strafdossier".

3E

"De bepalingen voorzien in het vorige lid" in plaats van "De bepalingen van ...".

Artikel 11.

1E (het tweede van de beide leden ontworpen ter vervanging van artikel 50, tweede lid)

"hoogdringendheid" in plaats van "dringende noodzakelijkheid".

Artikel 13.

(Het eerste van de twee ontworpen leden ter aanvulling van artikel 52)
"omwille van de noodwendigheden" in plaats van "wegens de eisen".

Artikel 17.

(Het tweede van de drie ontworpen leden die ingevoegd worden tussen het eerste en het tweede lid van artikel 53)
"waarbinnen de beslissing in beroep moet tussenkomen" in plaats van "waarbinnen de beslissing in beroep moet worden genomen".

Bovendien dient, wat de bastaardwoorden betreft, de voorkeurspelling te worden gebruikt.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY, conseiller d'Etat,
staatsraad,

J. DE GAVRE, assesseurs de la
section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme S. GUFFENS, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. S. GUFFENS, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opges-teld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.